

<https://journal.alternatives.ca/Entrevue-avec-le-sociologue-Eric-Pineault-2e-partie-99-1-penser-la-lutte-des>



Entrevue avec le sociologue Éric Pineault (2e partie)

99/1 : penser la lutte des

classes à l'heure du



Date de mise en ligne : mardi 1er novembre 2011

Capitalisme financier

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2011 - Journal des alternatives. Vol. 2 - No. 8, novembre 2011 -

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Par ses dérives, ses excès et sa violence, le capitalisme financier semble avoir engendré un mouvement de contestation d'une ampleur sans précédent. Pour le sociologue Éric Pineault, c'est une occasion unique d'observer la nouvelle forme que prend la lutte des classes dans les sociétés capitalistes contemporaines, mais aussi de commencer à penser les contours d'une économie postcapitaliste. Le Journal des Alternatives a rencontré ce spécialiste de sociologie économique dans son bureau de l'Université du Québec à Montréal, où il est professeur et directeur de recherche à la Chaire Mondialisation, citoyenneté et démocratie. Deuxième et dernière partie de cette grande entrevue.

Journal des Alternatives : Le capitalisme financier tel qu'il se déploie depuis 30 ans donne lieu à de nouveaux types de rapports entre l'élite et la masse, et donc à une nouvelle forme de conflit social. Le mouvement de contestation actuel propose de concevoir ce conflit comme une opposition entre « nous », les « 99 % », et « eux », le « 1 % », c'est-à-dire l'élite financière. Plusieurs personnes, y compris des sociologues, ont critiqué ce schéma du « 99/1 », qu'ils disent trop naïf, voire simpliste, et qui fausserait donc la réalité que l'on veut transformer. Dans vos recherches, vous semblez reprendre à votre compte cette polarité dialectique du « 99/1 ». Vous pensez donc qu'il s'agit du bon modèle pour penser, critiquer et transformer la réalité sociale et économique produite par le capitalisme financier ?

Éric Pineault : Je crois que c'est le schéma adéquat pour penser la lutte des classes. Bien sûr, on pourra toujours décrire la société autrement, par exemple en la découpant en différentes strates, en fonction des revenus, des formes de propriété, etc. C'est un certain regard que l'on jette sur la société.

Ce qui est intéressant dans le mouvement de contestation actuel, c'est qu'il nous invite à jeter ce regard bipolaire sur la société, ce regard du « nous » contre « eux ». Et ce schéma de polarité sociale me semble particulièrement pertinent lorsqu'il s'agit d'identifier, d'isoler et de contester une élite dont la domination est illégitime, comme c'est le cas ici. Sinon, on reste dans une logique de la diversité qui non seulement divise, mais qui ne permet même pas d'identifier clairement ce que l'on conteste.

Pendant les trente dernières années, la gauche a surtout privilégié ce vocabulaire politique de la diversité — le vocabulaire multiculturaliste, celui de la différence, etc. Il permet de penser très efficacement les divers types d'exclusion sociale. Et il y a eu des gains immenses pendant cette période au Québec et au Canada. Mais tant qu'on restait dans ce paradigme, on ne pouvait pas vraiment parler des inégalités économiques, car ces inégalités sont fondamentalement polaires. Quand on regarde les données brutes, on voit clairement que depuis 30 ans, en Amérique du Nord, l'inégalité socioéconomique a pris cette forme bipolaire : d'un côté, les « 99 % », la masse, dont les revenus et la richesse sont stagnants ; de l'autre, le « 1 % », une très petite élite, dont les revenus ont véritablement explosé. C'est cette élite que le politologue américain Michael Lind [1] nommait l'*overclass*, cette classe qui s'exclut du système de solidarité sociale, par analogie avec l'*underclass* [classe la plus défavorisée], qui, elle, est exclue du système.

Le schéma bipolaire est donc tout à fait validé par les données empiriques. C'est même un consensus chez les économistes depuis une dizaine d'années — et pas seulement chez les plus gauchistes. Pour comprendre ce que nous voyons actuellement, c'est-à-dire des gens qui descendent massivement dans la rue pour réclamer, au nom des « 99 % », des transformations majeures du système économique, il s'agit certainement du bon modèle d'analyse.

Journal des Alternatives : Certaines personnes peuvent avoir l'impression que les mouvements d'indignés et d'occupants regroupent surtout des militants de l'extrême gauche anticapitaliste, et qu'ils ne représentent donc pas vraiment les « 99 % » comme ils le prétendent...

Éric Pineault : Dans certaines villes, cette impression est peut-être justifiée. Mais la dynamique est vraiment différente aux États-Unis, et notamment à New York. Certes, beaucoup de ceux qui occupent Wall Street sont des jeunes, souvent très scolarisés et exclus du marché du travail. Mais ce ne sont pas des militants de mouvements sociaux ou politiques. Il y a toutes sortes de gens et ils sont d'ailleurs très méfiants des discours politiques organisés, y compris marxiste ou anarchiste. Pour l'instant, je vois donc surtout ces espaces d'occupation comme des lieux d'expérimentation où le mouvement essaie de se donner un vocabulaire, de se forger une identité.

En même temps, il faut bien voir que le mouvement d'occupation a une très forte résonance dans la population américaine, et notamment dans la classe moyenne. Les sondages témoignent d'un appui populaire impressionnant, qui atteint les 50 et même les 60 %...

Journal des Alternatives : Et dressez-vous un portrait similaire du mouvement « Occupons Montréal » ?

Éric Pineault : Ici, c'est évidemment autre chose. À l'origine, il s'agissait d'un mouvement d'appui, de solidarité avec New York. Ensuite, l'espace a pu être utilisé comme une vitrine pour l'extrême gauche anticapitaliste et c'est tant mieux ! Ce qui est fascinant, c'est que même à Montréal, où le mouvement prend une tournure plus politique, les discours sont quand même complètement éclatés et hétérogènes.

Journal des Alternatives : Vous dites que le mouvement de contestation, surtout nord-américain, est « conservateur ». En quel sens exactement ?

Éric Pineault : En ce sens où les indignés aux États-Unis voudraient pouvoir conserver ou retrouver leur statut, leur condition de salariés, et non pas s'en libérer. Ce qu'ils demandent le plus souvent, c'est du travail. Ils réclament finalement ce que leurs parents ont eu et qu'eux ont perdu.

Ceux qui occupent Wall Street refusent donc le capitalisme financier actuel et son régime de déstabilisation permanente, mais revendiquent pour l'essentiel un retour au capitalisme avancé classique [fordiste], marqué par une plus grande stabilité. C'est en ce sens que le mouvement d'occupation peut être qualifié de « conservateur » : il revendique le retour à un autre système qui, même si on peut le juger plus normal ou sensé, n'en demeure pas moins un système d'exploitation.

C'est sans doute aussi pourquoi, avant l'émergence d'Occupy Wall Street, le Tea Party a pu canaliser à droite une bonne partie de la frustration et de la colère populaires. Les deux mouvements partagent d'ailleurs un certain vocabulaire, soit celui de la révolution américaine, qui gravite surtout autour d'une dénonciation de la corruption. Mais les gens ont vite réalisé que le Tea Party et la droite populiste ne pouvaient pas répondre à leurs aspirations. Et c'est peut-être cet échec du Tea Party qui explique comment le mouvement d'occupation peut avoir un écho aussi important dans la population américaine.

Journal des Alternatives : Pour les économistes et sociologues de gauche comme vous, y a-t-il un modèle socioéconomique alternatif qui devrait être envisagé plus sérieusement ? Y a-t-il des revendications concrètes et précises qui devraient être mises de l'avant ?

Éric Pineault : Il faut d'abord remarquer qu'aux États-Unis, à Wall Street, plusieurs revendications intéressantes commencent à se préciser. La plupart tournent justement autour de cette dénonciation de la corruption, celle de ce « 1 % » qui non seulement est corrompu, mais qui corrompt aussi l'ensemble du processus politique.

On revendique par exemple une réforme majeure de la fiscalité, pour contraindre de nouveau le « 1 % » à payer sa

part d'impôts. Il y a aussi la revendication d'une loi « Glass-Steagall » [2], qui imposerait une séparation stricte entre le monde financier de la spéculation et le celui des banques de dépôt qui desservent l'économie ordinaire, comme c'était le cas entre les années 40 et 60. Enfin, il y a la revendication qui concerne le financement des activités politiques : Occupy Wall Street réclame clairement que soient brisés tous les mécanismes par lesquels les grandes entreprises et corporations en sont venues à dominer la vie politique américaine. Ces revendications ne sont certes pas révolutionnaires, mais elles sont tout de même claires et partagées.

Pour ma part, l'idée que j'essaie d'amener depuis le début de la crise actuelle [3], c'est que le capitalisme n'a pas tenu ses promesses au 20e siècle et qu'il ne faut donc plus essayer de le relancer ou de le « refonder ». Et ces promesses brisées pourraient sans doute être le point de départ pour formuler des revendications anticapitalistes, ou même pour penser un modèle alternatif crédible.

Je pense d'abord à la promesse du temps, la plus importante. Depuis deux siècles, la capacité de produire de nos sociétés a explosé, mais on continue à consacrer toujours plus de temps au travail. L'économie capitaliste n'a donc pas été en mesure de se servir de ses gains de productivité pour libérer l'humanité du travail. Il y a selon moi un enjeu très important autour du temps, qui touche directement la vie, le vécu des gens, et qui peut être un levier pour construire un nouvel anticapitalisme.

Ensuite, il y a la promesse non tenue quant au partage de la richesse. Le capitalisme avait toujours promis que l'enrichissement de la société allait se traduire par un enrichissement de tous, et qu'il était donc inutile de redistribuer les richesses. C'est la fameuse phrase attribuée au président Kennedy : « A rising tide lifts all boats » [une marée montante soulève tous les bateaux]. Or, depuis les années 1980, la croissance économique se traduit par une croissance toujours plus importante des inégalités. Elle enrichit les plus riches et elle endette tous les autres.

Enfin, troisième grande promesse non tenue du capitalisme : celle de l'écologie. Depuis 30 ans, on nous fait croire que l'économie capitaliste est capable de résoudre la crise écologique, notamment grâce à l'innovation scientifique et technologique. Or, bien sûr, cette réponse capitaliste à la crise est un échec complet. Ce que l'on peut espérer ici, c'est donc que le mouvement d'indignation actuel s'arrime en quelque sorte au mouvement écologiste qui, lui, arrive déjà avec un contre-discours et des propositions solides et concrètes.

À mes yeux, ce sont là trois vecteurs possibles d'une politique anticapitaliste « ordinaire » [4], trois moyens de politiser la crise actuelle : l'écologie, l'inégalité et le temps.

Journal des Alternatives : Serions-nous déjà engagés dans une phase de transition vers un nouveau système socioéconomique ?

Éric Pineault : Il est indéniable qu'on assiste à une reconstruction des formes économiques et des formes de solidarité humaine. Le modèle de socialisation étatique du 20e siècle est déjà largement dépassé. Ce qui ne veut pas dire que le secteur public n'a plus sa place, au contraire, mais il y a maintenant une multitude d'autres manières de penser la socialisation.

Je pense aussi que « sortir du capitalisme » peut vouloir dire plusieurs choses. Par exemple, une économie non capitaliste pourrait avoir des marchés et des entreprises privées, mais dont la taille et la capacité d'accumulation seraient limitées. Je crois que les contours d'une économie postcapitaliste sont souvent beaucoup plus complexes qu'on le croit et surtout qu'on l'a cru au 20e siècle. Une telle économie pourrait finalement prendre une pluralité de formes dans l'espace et dans le temps.

Ce qui est indéniable, c'est que le capitalisme est quand même un tout petit point à € 150 ou 200 ans à € dans

l'histoire de l'humanité civilisée. On peut donc penser qu'on va passer à autre chose assez vite, et c'est tant mieux. Mais il est très difficile de savoir comment et à quel rythme se fera cette transition. Ce sera toujours une question de lutte et de politisation. Comme les dix prochaines années seront caractérisées par une forte stagnation économique propice au conflit social, il est permis de penser que des transformations importantes pourraient survenir. Mais c'est la lutte qui va en décider.

Aussi, ce qui va être intéressant politiquement, c'est quand nous, les salariés, allons réaliser que nous sommes propriétaires de la plupart des grandes entreprises et des grandes banques, par l'entremise de nos placements. Alors peut-être refuserons-nous de nous laisser abuser par le « 1 % » qui, au fond, ne fait que gérer nos placements et commencerons-nous à exiger un autre modèle économique, une autre manière de faire. Le mouvement de contestation actuel marque peut-être le début de cette prise de conscience collective.

Notes

[1] Michael Lind, *The Next American Nation : The New Nationalism and the Fourth American Revolution*, Free Press, 1995.

[2] Du nom donné au Banking Act américain de 1933, lequel a notamment instauré une séparation entre les banques de dépôt et les banques d'investissement, en plus de créer le système d'assurance des dépôts bancaires (Federal Deposit Insurance Corporation). L'appellation « Glass-Steagall » provient des noms du sénateur (Carter Glass) et du représentant (Henry B. Steagall) qui ont proposé la loi. Déjà largement contournée par les banques dans les années 70 et 80, la loi a finalement été abrogée en 1999.

[3] Voir l'article d'Éric Pineault, « L'économie d'abord, oui, mais laquelle ? », publié dans *Le Devoir* du 27 novembre 2008 ; disponible en ligne sur le site Internet du Devoir.

[4] Ibid.

Crédit photo : SR1438/Creative Commons